

Les téléphones de 5 ministres français infectés par Pegasus (presse)

Paris, 24 sept. 2021 (AFP) -

Les téléphones d'au moins cinq ministres français et un diplomate rattaché à l'Elysée ont été infectés par le logiciel espion Pegasus, selon le site français Mediapart, une information confirmée vendredi à l'AFP par deux sources proches du dossier.

Les téléphones ont été infectés en 2019 et 2020 et ont présenté des marqueurs d'infection par le logiciel espion commercialisé par la société israélienne NSO, lors de leur examen par les services de sécurité français, selon Mediapart.

Les ministres concernés sont Jean-Michel Blanquer (éducation), Jacqueline Gourault (cohésion des territoires, dépendant du ministère de l'Intérieur), Julien Denormandie (agriculture depuis juillet 2020, Ville et Logement auparavant), Emmanuelle Wargon (Logement, Transition écologique auparavant), Sébastien Lecornu (Outre-mer). Un diplomate de la cellule diplomatique du Palais de l'Elysée, travaillant avec le président Emmanuel Macron sur les sujets internationaux, est également concerné.

Aucune source officielle sollicitée par l'AFP n'a commenté ces informations. Mais deux sources proches du dossier ayant requis l'anonymat ont confirmé à l'AFP la véracité de ces informations.

"Mon téléphone a fait partie de ceux qui ont été regardés par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, moi je n'ai pas encore de retour de l'enquête donc je ne peux rien confirmer à ce stade", a commenté au site du journal L'Opinion Mme Wargon, qui a précisé avoir changé de téléphone.

"La ministre n'est pas dépositaire de secrets d'État donc on ne voit pas trop l'utilité de l'avoir écoutée", a déclaré par ailleurs son cabinet à l'AFP.

Une enquête publiée à partir du 18 juillet par un consortium de 17 médias internationaux a révélé que le logiciel Pegasus, conçu par l'entreprise israélienne NSO Group, aurait permis d'espionner les numéros d'au moins 180 journalistes, 600 hommes et femmes politiques, 85 militants des droits humains ou encore 65 chefs d'entreprise de différents pays.

Ce travail journalistique se fonde sur une liste de 50.000 numéros de téléphone sélectionnés par les clients de NSO depuis 2016, obtenue par l'organisation Forbidden Stories et Amnesty International.

Plusieurs plaintes ont été déposées en France par des personnes se disant victimes du logiciel.

Le Maroc a notamment été accusé d'avoir eu recours au logiciel, ce que Rabat a démenti, parlant d'"allégations mensongères et infondées" et enclenchant plusieurs procédures judiciaires en France, en Espagne et en Allemagne.

Afp le 24 sept. 21 à 11 40.

